

COUP D'ÉTAT MANQUÉ, RÉPRESSION RÉUSSIE: EXPERIENCE PERSONNELLE DU 15 JUILLET ET DE SES CONSÉQUENCES...

Le soir du 15 juillet 2016, vers 20h 30, nous buvions un thé avec mon conjoint, sur la terrasse de notre café habituel dans le quartier de Kadiköy, près du port. Un hélicoptère de la police est passé, ce que nous avons trouvé étrange dans ce quartier normalement très calme. En regardant les réseaux sociaux nous avons constaté que les ponts traversant le Bosphore étaient bloqués par des militaires en armes. L'idée d'un coup d'État nous est directement passée par l'esprit.

Sur la terrasse, les clients comme les serveurs se sont mis à tous murmurer la même chose. Nous et les autres personnes habitant de ce côté du Bosphore (côté asiatique) avons proposé aux clients habitant sur la rive européenne de passer la nuit chez nous, mais dans l'agitation du moment personne n'a accepté.

Sur le chemin du retour, un ami nous a conseillé d'aller retirer de l'argent pour quelques jours arguant que si un coup d'État était vraiment en cours, nous ne pourrions plus sortir de chez nous durant plusieurs jours. Afin de retirer de l'argent, nous sommes allés au port où une ambiance étrange nous attendait. Beaucoup de gens tentaient de trouver des taxis pour rentrer chez eux et aucun n'était présent. Les gens arrêtaient alors des voitures dans la rue, leur demandant de les déposer à leur destination. Pas un policier ni un seul soldat n'était présent. Certaines camionnettes étaient surchargées de personnes, je soupçonne qu'elles se soient improvisées taxi pour l'occasion en demandant aux passants de payer pour le trajet.

Avant de rentrer nous avons appelé les parents de mon conjoint qui, ayant vécu le terrible coup d'État de 1980, s'y connaissent mieux que nous sur le sujet. Ils nous ont conseillé d'aller acheter de la nourriture afin de pouvoir tenir plusieurs jours à la maison sans mettre le nez dehors, s'il le fallait. Nous n'avons pas suivi ce conseil, mais allant acheter une réserve de cigarettes (chacun ses priorités), nous avons constaté que les épiceries étaient prises d'assaut par des clients venus effectivement acheter des vivres. Paradoxalement, à côté des épiceries se trouvent des cabarets à la terrasse desquels des hommes plutôt âgés continuaient paisiblement à boire leur verre de raki (alcool local) sans se soucier le moins du monde des événements.

Rentrés à la maison, nous nous sommes directement connectés à internet, et après avoir demandé des nouvelles de nos proches nous avons suivi les informations en direct sur les réseaux sociaux, les journaux et les chaînes de télévision. C'est à ce moment-là que les militaires ont diffusé une annonce disant qu'ils faisaient un coup d'État pour rétablir la démocratie dans le pays. Regardant CNN türk, nous avons assisté à une scène peu commune durant laquelle la speakerine annonçait que des militaires étaient entrés dans le bâtiment de la télévision et leur demandaient d'interrompre la diffusion. Plutôt que d'obéir, l'équipe a quitté le plateau en continuant de diffuser leurs voix. Nous avons donc pu voir les militaires entrer, entendre leurs discussions avec l'équipe de télévision, puis une ou deux heures plus tard un brouhaha est monté de l'étage d'en-dessous. Les partisans du président Tayyip Recep Erdogan étaient entrés dans le bâtiment, et le directeur de la chaîne affirmait en direct qu'il craignait cette foule déchaînée et demandait à la police de venir les protéger. Entre temps, l'hôtel où le président passait ses vacances ainsi que le parlement avaient été bombardés, et le président, déjà parti de son hôtel, haranguait les foules en leur demandant de sortir dans la rue pour défendre la démocratie contre les militaires. Des avions survolaient notre quartier et le bruit assourdissant qu'ils faisaient pour décoller nous aurait fait croire à des bombardements si cette information ne nous avait pas directement été expliquée par des internautes.

Les «ezan» (appel à la prière) résonnaient partout dans le pays, hors des horaires habituels, ce qui signifie normalement que des ennemis approchent ou qu'une catastrophe est en cours. Bien que la plupart des muezzins faisaient résonner leur voix pour soutenir le gouvernement d'Erdogan, il a été fait état de certains imams, dans la région d'Izmir, qui ont pris le micro pour défendre la cause des putschistes. Dans le quartier de Besiktas aussi, certains supporters de la célèbre équipe de football Çarsı sortaient dans la rue en hurlant «Turquie» pour exprimer leur soutien aux putschistes. Mais cette version n'est plus politiquement correcte et il est à présent plus sûr pour tout le monde de dire que l'ensemble de la population est sortie dans la rue pour défendre la démocratie représentative contre le coup d'État militaire. Pourtant, je me rappelle avoir moi-même été absolument partagée sur le

sujet. En tant qu'anarchiste, soutenir un coup d'État est impossible mais soutenir le régime en place en Turquie l'est tout autant, car il est devenu un régime sécuritaire voire une monarchie où seul Erdogan a droit au chapitre, évinçant même du pouvoir ses plus proches alliés.

Les partisans d'Erdogan sont montés sur les quelques tanks présents, par bonheur sans que les militaires ne tirent dans la foule. Il s'est avéré que le nombre de chars, d'avions et d'hommes était extrêmement réduit et que la plupart des militaires ayant participé au putsch étaient de jeunes conscrits croyant participer à un exercice.

Après quelques heures de sommeil, nous avons constaté que le coup d'État avait échoué et que les derniers militaires présents étaient l'un après l'autre molestés par les partisans d'Erdogan, attachés et jetés dans des camions vers une destination inconnue. Les dépouilles des militaires morts n'ont pas eu le droit d'être enterrées normalement et ont été mises en terre dans un «*cimetière des traîtres*», improvisé pour l'occasion, ou dans les jardins de leurs proches. Les partisans d'Erdogan ne sont pas rentrés chez eux et, durant trois semaines, ils ont occupé les principales places du pays sous prétexte de «*tour de garde pour la démocratie*», bientôt rejoints par les partisans du parti d'extrême droite MHP et du parti kémaliste CHP. Seul le HDP n'a pas participé à ces défilés, refusant de choisir entre les putschistes et le régime en place. La gratuité des transports en commun a été décrétée et des quartiers *alévis* ont été attaqués par les partisans d'Erdogan qui se considéraient dès lors comme les maîtres du pays.

Alors que le coup d'État avait été réalisé, selon l'annonce des putschistes, au nom de la démocratie, les manifestations des supporters d'Erdogan avaient pour but officiel, justement, de défendre... la démocratie. On voit donc que le mot «*démocratie*», totalement vidé de son sens, est utilisé par tous afin de légitimer leurs actions.

Le 7 août, un meeting géant accueillant les trois principaux partis politiques précités a été organisé. Selon les participants comme selon les analystes, ce meeting constitue un point de rupture dans l'histoire du pays et dans l'histoire de la conception de la turcité. Erdogan s'est à présent élevé au rang de leader suprême, sacralisé, presque aussi important que Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la Turquie moderne. De plus, le CHP, parti revendiquant l'héritage historique d'Atatürk et qui avait toujours été opposé aux islamistes soient disant «*modérés*» de l'AKP, s'est pour la première fois officiellement rallié à eux et les seuls qui restent en dehors de cette coalition symbolique sont les Kurdes et gauchistes du HDP, plus la mouvance non organisée des *çapulcu* (vandales) qui avaient participé à la révolution du parc Gezi en 2013.

Sous prétexte d'une hypothétique appartenance à la confrérie de Fethullah Gülen, ancien allié d'Erdogan devenu son pire ennemi, 30.000 fonctionnaires ont été licenciés et leurs passeports leur ont été retirés. Ils ont donc l'interdiction de quitter le territoire. De nombreux journaux ont été fermés, et l'on fait état actuellement de nombreuses personnes arrêtées sans aucune raison connue, mais qui sont probablement considérées par le gouvernement comme des opposants. Les Kurdes, opprimés en Turquie depuis des dizaines d'années, ont quant à eux été plutôt neutres quant à leur perception de coup d'État manqué, considérant que lorsque les loups (symbole nationaliste en Turquie) se mangent entre eux, il n'y a pas de parti à prendre, mais que si le coup d'État avait réussi ils en auraient été les premières victimes. En effet, si une partie des militaires était arrivée au pouvoir par la force, la première chose qu'ils auraient faite aurait probablement été d'attaquer la région kurde du pays avec plus d'intensité encore que c'est le cas aujourd'hui. Voilà donc au moins une raison d'apprécier la situation actuelle, et c'est bien la seule.

Ces derniers jours pourtant, l'armée turque sur ordre du gouvernement, a pénétré en Syrie afin de protéger une région, à l'ouest de l'Euphrate, des djihadistes de l'État islamique, mais surtout des Kurdes du PYD-YPG, alliés du PKK de Turquie. Le gouvernement turc veut en effet éviter à tout prix que les Kurdes parviennent à fonder une région autonome tout au long de la frontière turque afin d'éviter que les territoires kurdes de Turquie et de Syrie aient une frontière commune, ce qui renforcerait les positions du PKK.

La situation actuelle est donc tout à fait dramatique pour les forces progressistes, gauchistes et/ou anarchisantes turques et kurdes, et chacun craint les événements futurs. Qu'il s'agisse d'un nouveau coup d'État, d'une guerre civile ou de l'arrestation de tous les militants d'extrême gauche, chaque scénario hypothétique est affligeant et nous attendons donc de savoir à quel feu nous allons être mangés. Certains affirment pourtant s'organiser face au danger, mais comment s'organiser contre un danger dont on ignore la nature, et comment lutter contre un régime qui semble au point culminant de sa force et qui, sous n'importe quel prétexte, peut incarcérer qui il veut pour la durée qui l'arrange?

Aurélié S.
